Volume 21 Issue 4
Originally issued as B1

Global Journal of Management and Business Research: B
Economics and Commerce
Volume 21 Issue 1 Version 1.0 Year 2021
Type: Double Blind Peer Reviewed International Research Journal
Publisher: Global Journals
Online ISSN: 2249-4588 & Print ISSN: 0975-5853

Effets Économiques de la Pandémie de Covid-19 Dans la CEMAC

By TIMBI Sézard, Ambassa Martin & Tagne Joel Stephan
Université de Ngaoundéré

Abstract- This paper analyzes the effects of Covid-19 on the economies of the CEMAC countries. In order to do so, our study was based on the estimates and forecasts of the International Monetary Fund (IMF, 2020). This work uses a descriptive approach to describe the effects of the covid 19 pandemic on CEMAC economies. It emerges that the covid-19 pandemic has a negative impact on the economy of the subregion. Four indicators were selected to analyze this negative impact. They are oil prices, economic growth, external debt and external trade. With regard to the price of oil, it appears that the price of oil will fall from $27 per barrel at the beginning of the year to $13 per barrel by the end of 2020. With regard to economic growth, CEMAC countries are expected to experience an economic recession in 2020 marked by a growth rate of -3.7%.

Keywords: *covid-19, impacts, economic growth, external debt, foreign trade.*

GJMBR-B Classification: *JEL Code: M29*



Strictly as per the compliance and regulations of:

© 2021. TIMBI Sézard, Ambassa Martin & Tagne Joel Stephan. This is a research/review paper, distributed under the terms of the Creative Commons Attribution-Noncommercial 3.0 Unported License http://creativecommons.org/licenses/by-nc/3.0/), permitting all non-commercial use, distribution, and reproduction in any medium, provided the original work is properly cited.

Effets Économiques de la Pandémie de Covid-19 Dans la CEMAC[1]

TIMBI Sézard [α], Ambassa Martin [σ] & Tagne Joel Stephan [ρ]

Résumé- Le présent article analyse les effets de la Covid-19 sur les économies des pays de la CEMAC. Pour y parvenir, notre étude s'est fondée sur les estimations et les prévisions du Fonds monétaire international (FMI, 2020). Ce travail d'utiliser une approche descriptive pour décrire les effets de la pandémie de la covid-19 sur les économies de la CEMAC. Il ressort que la pandémie de covid-19 impacte négativement l'économie de la sous-région. Quatre indicateurs ont été retenus pour analyser cet impact négatif. Il s'agit du prix du pétrole, de la croissance économique, de la dette extérieure et du commerce extérieur. Au sujet du prix du pétrole, il ressort que le prix du pétrole chutera de 27$ le baril en début d'année à 13 $ le baril en fin 2020. S'agissant de la croissance économique, les pays de la CEMAC devront enregistrer en 2020 une récession économique marquée par un taux de croissance de -3.7%. En ce qui concerne la dette extérieure, il ressort que les pays de la CEMAC enregistreront un creusement de la dette de 6.8% du PIB pour se situer à 38.1% du PIB en fin 2020 contre 32.4 en 2019. Enfin, relativement à l'impact sur le commerce extérieur les pays de la CEMAC enregistreront une contraction des exportations à hauteur de 8.9% du PIB.

Motsclés: covid-19, impacts, croissance économique, dette extérieure, commerce extérieur.

Abstract- This paper analyzes the effects of Covid-19 on the economies of the CEMAC countries. In order to do so, our study was based on the estimates and forecasts of the International Monetary Fund (IMF, 2020). This work uses a descriptive approach to describe the effects of the covid 19 pandemic on CEMAC economies. It emerges that the covid-19 pandemic has a negative impact on the economy of the subregion. Four indicators were selected to analyze this negative impact. They are oil prices, economic growth, external debt and external trade. With regard to the price of oil, it appears that the price of oil will fall from $27 per barrel at the beginning of the year to $13 per barrel by the end of 2020. With regard to economic growth, CEMAC countries are expected to experience an economic recession in 2020 marked by a growth rate of -3.7%. With respect to external debt, CEMAC countries will see their debt increase by 6.8% of GDP to 38.1% of GDP by the end of 2020, compared to 32.4 in 2019. Finally, with respect to the impact on external trade, CEMAC countries will experience a contraction in exports of 8.9% of GDP.

Author α: Enseignant-Chercheur, Université de Ngaoundéré, FSEG.
e-mail: cesartimb@gmail.com
Author σ: Doctorant, Université de Maroua, FSEG.
Author ρ: Enseignant-Chercheur, Université de Ngaoundéré, FSEG.

Keywords: covid-19, impacts, economic growth, external debt, foreign trade.

I. Contexte

Dans les faits, le 31 décembre 2019, s'est déclenchée dans la région de Wuhan en Chine la maladie à coronavirus 19 (dorénavant la Covid-19). Celle-ci s'est rapidement propagée à travers le monde et a fait de nombreuses victimes. A ce jour (21 janvier 2021), l'on dénombre plus de 2,058,227 décès à l'échelle mondiale et 95,321,880 de cas enregistrés depuis sa survenue malgré les mesures barrières et de confinement mises en place dans les pays (OMS, 2020). S'agissant précisément des pays de la CEMAC, l'on dénombre à ce jour 59 179 cas et 898 décès (World0meter, 2021)

La lutte contre cette pandémie a favorisé l'instauration de plusieurs mesures et des décisions qui semblent cependant impactée négativement sur l'économie mondiale. Pour illustration, de nombreuses révisions économiques ont été faites. Le FMI (2020) prévoit par exemple une baisse du taux de croissance économique mondial de 0,3 point, passant de 3,3 à 3% cette même année. Il prévoit une baisse de 6, 1 % du taux de croissance dans les pays avancés et 1% dans les pays émergents et en développement. De même, il prévoit une contraction de 1,6%[2] en Afrique Sub-saharienne. Quant à L'OMC (2020), le commerce chuterait entre 13% et 32% en 2020. En outre, l'UNCTAD[3] (2020) prévoit une révision des gains des plus grandes entreprises multilatérales et suggère que les flux d'investissement direct étrangers pourraient baisser entre 30% et 40% courant 2020-2021. Cette révision à la baisse des prévisions affecte toutes les régions du monde.

Au plan théorique, la question des impacts de la covid-19, a fait l'objet de nombreux débats pluridisciplinaires. Dans le domaine économique, de manière générale, une quasi-unanimité semble émerger sur les effets négatifs de la Covid-19 bien que des aspects avantageux peuvent être relevés. Pour illustration, les travaux de Bizoza et Siboman (2020).

[1] Papier présenté à la Conférence du 19 novembre 2019 à l'occasion des 12e Journées d'Excellence de la Faculté des Sciences Economiques et de gestion de l'Université de Ngaoundéré.

[2] Une baisse de 5,2 points par rapport aux prévisions de 2019.
[3] The United Nations Conference on Trade and Development

© 2021 Global Journals

révèlent que, le commerce extérieur et les PME devraient être négativement affectés par la Covid-19. Maliszewska et Mattoo (2020) trouvent que, l'économie mondiale devrait enregistrer une baisse du produit intérieur brut de 2% par rapport à la référence mondiale, de 2,5% pour les pays en développement et de 1,8% pour les pays industriels. Par ailleurs, ils indiquent que les baisses sont près de 4% inférieures à la référence mondiale dans une pandémie amplifiée.

De manière singulière, les pays de la CEMAC[4], sont à cet effet confrontés à des impacts négatifs de la Covid-19 pour au moins deux raisons. La première raison, est liée au fait que les pays de la CEMAC sont fortement dépendants des recettes pétrolières. Cependant, le prix du pétrole a enregistré une forte baisse. La deuxième raison est liée au fait que comme dans tous les pays du monde, les pays de la CEMAC ont fermé leurs frontières terrestres, aériens maritimes et routières paralysant ainsi, le tourisme, le commerce et les recettes fiscales. Face à ce contexte marqué par une contraction de la demande et une réduction de la productivité, une question émerge: *quels sont les effets macroéconomiques de la pandémie de covid-19 sur les pays de la CEMAC ?*

II. Problématique

De nombreux travaux ont tenté d'expliquer les dysfonctionnements intervenus au sein des économies du fait des pandémies. Ces implications économiques de la flambée sont généralement appelées "Coronanomics" (Eichengreen, 2020), ou encore le "Cygne noir" (Petro, 2020). Suivant la vision macroéconomique, la covid-19 est une pandémie à grande échelle dont les effets se font sentir dans des économies entières ou dans des régions plus vastes pour deux raisons. La première tient au fait que l'infection est elle-même répandue, et la seconde à l'idée que le commerce et l'intégration des marchés (marché des capitaux et/ou du travail), finissent par propager le choc économique au-delà des frontières.

Sur le plan théorique, les effets de covid-19 peuvent être étudiés dans le cadre d'une part des théories qui ont mis en évidence les effets négatifs des pandémies ou des catastrophes naturelles sur l'économie et dans le cadre du modèle DA-OA notamment la théorie néo-keynésienne des chocs d'offre et de la demande d'autre part. Par exemple, Peckham (2013) et Jordà et al. (2020) étudient les effets macroéconomiques des pandémies à partir de la théorie des transmissions des crises.

Selon cette approche, les effets macroéconomiques des crises sont le produit de la contagion issue de la propagation du choc sanitaire d'un pays à un autre. Toutefois, deux courants s'opposent sur cette transmission des crises. D'une part, les partisans des théories contingentes qui montrent l'existence d'un phénomène de contagion pendant une crise particulière (Kaminsky et Reinhart, 1999) et d'autre part, les défenseurs de la théorie non contingente des crises qui remettent en cause cette existence en expliquant la transmission des chocs par les interdépendances normales entre les pays (Masson, 1999; Forbes et Rigobon, 2002).

Le modèle DA-OA est quant à lui le modèle de base d'études des fluctuations économiques (Mankiw, 2013). Par hypothèse, les pandémies peuvent être ressenties comme des chocs transitoires à la baisse du taux naturel sur de tels horizons. Par exemple, Baldwin et Tomiura (2020) analysent les effets potentiels de la pandémie de la covid-19. Ils soulignent qu'elle est à la fois un choc de demande et un choc d'offre. Du fait d'une pandémie, des chocs de demande négatif (la modification à la baisse des richesses des individus ou encore la baisse voire la stagnation des dépenses publiques de l'État) déplacent la courbe DA vers la gauche entrainant un ralentissement de l'activité économique. De plus, des chocs d'offre négatif tels que la hausse des prix des matières premières accroît les coûts de production et réduit la quantité que les producteurs sont disposés à offrir à n'importe quel niveau de prix, ce qui déplace la courbe d'offre agrégée de court terme vers la gauche, entraînant un ralentissement de l'activité économique.

Sur le plan empirique, l'impact économique de la covid-19 peut être abordé sous deux prismes. Le premier met en évidence les effets sur les objectifs de la politique économique résumé dans le carré magique de Nicholas Kaldor à savoir la croissance économique, la stabilité des prix, le chômage et l'équilibre extérieur. Le second prisme analyse les effets sur les différents marchés à savoir le marché des biens et services, le marché du travail, le marché des capitaux ou des fonds prêtables, le marché de la monnaie et financiers. Nous privilégions la deuxième option dans le cadre de cette présentation. L'analyse de ces effets se fera, par ailleurs, à l'aide d'un parallèle avec les effets économiques des catastrophes naturelles ou des pandémies passées. Sur la loi de Walras, nous abordons l'effet sur les trois premiers marchés

Premièrement, il existe un quasi-consensus de l'effet du covid-19 sur le marché des biens et services. Correia et al. (2020) estiment que cette pandémie a réduit l'activité manufacturière d'environ 20%, tandis que Barro et al. (2020) estiment que l'impact négatif sur le PIB est globalement d'environ 6 à 8%. Baldwin et Tomiura (2020) trouvent que la covid-19 a ralenti considérablement les flux commerciaux agrégés et

[4] CEMAC est la Communauté Economique et Monétaire d'Afrique Centrale regroupe six pays qui sont le Cameroun, le Congo, le Gabon, la Centrafrique, la Guinée Equatoriale, et Tchad. La CEMAC compte à ce jour 593 décès (OMS, 2020)

© 2021 Global Journals

qu'une détresse manufacturière et une contagion du côté de l'offre sont imminentes en raison de distorsions de la chaîne d'approvisionnement international. Mckibbin et Fernando (2020) trouvent une chute de l'économie américaine de 4.8% au cours du premier trimestre avec une contraction de 5% au cours de la même année. La Commission Européenne (2020) estime pour elle un déclin de 7.25% du PIB en 2020, avec tous les pays tombant dans la récession. A travers un choc tel que vécu à cause de la covid-19, la demande d'investissement est susceptible de diminuer, car la pénurie de main d'œuvre dans l'économie supprime le besoin d'investissements élevés. Du fait du confinement, les agents économiques peuvent subir les effets de la covid-19. Les agents vont connaître une baisse du niveau de leur consommation habituelle entraînant une baisse de leur bien-être, une baisse voire une stagnation de leur revenu et donc de leur pouvoir d'achat notamment pour des pays où les agents vivent au jour le jour. Les entreprises vont enregistrer une baisse de leur profit due à la baisse de la production, une augmentation de leurs coûts de production, etc.

Deuxièmement, l'effet de la covid-19 sur le marché des capitaux est avéré. Ces effets peuvent être observés aussi bien sur le marché des capitaux internes (marché du crédit bancaire, marché de l'assurance) ou sur le marché des capitaux internationaux (transferts des fonds des migrants, Investissements Directs Etrangers). En effet, de par leurs natures, les banques sont vulnérables en période de récession économique à cause de la probabilité des prêts non-performants et la possibilité de banqueroute dans des cas extrêmes. Leoni (2013) trouve par exemple que la propagation du VIH dans les pays en développement est associée à des fortes augmentations de la rotation des dépôts. Il attribue cela à la nécessité de payer les traitements individuels forçant des retraits de dépôts à grande échelle. Dans la même veine, Lagoarde et Leoni (2013) développent un modèle théorique qui montre que la probabilité d'un effondrement du secteur bancaire d'un pays en développement augmente à mesure que la prévalence conjointe de groupes de pandémies augmente. Une grande partie des institutions de microfinance et les prêts bancaires aux pauvres subissent des pressions pendant les épidémies car, tous les membres des groupes subiront des pressions, le choc global (Skoupas, 2003). De même, les travaux de Jordà et al. (2020) indiquent qu'à moyen et long terme la covid-19 entrainera une récession économique avec des taux de rendements réels sensiblement déprimés. Ainsi, les pandémies conduisent à une rareté ou à passage à une épargne de déprimés. La survenue d'une pandémie crée des perturbations sur le fonctionnement interne des économies à travers la baisse des flux de capitaux tels que les transferts de fonds et les investissements directs étrangers. Le FMI (2020) estime que la baisse des transferts de fonds des pays à revenus élevés aux pays à revenus moyens à des impacts négatifs dans plusieurs pays en développement alors que Bloom et al. (2018) ont analysé les effets potentiels du covid-19 en rapportant une baisse des IDE.

Troisièmement, la covid-19 a des effets non négligeables sur le marché du travail. En effet, du fait de la fermeture des activités, spécialement dans les populations à faibles revenus, les économies nationales se contractent conduisant à une hausse dramatique du taux de chômage et de la pauvreté. La Banque Mondiale (2020) estime par exemple que 11 millions de personnes tomberont dans la pauvreté en Asie de l'Est et du Pacifique. En se référant au modèle théorique de Mortensen et Pissarides (1994) qui décrit les fluctuations globales du chômage, il est possible d'établir le lien entre la pandémie du Covid-19 et le marché du travail. Ce modèle suppose d'une part un taux constant de pertes d'emplois et d'autre part la neutralité des travailleurs et des entreprises vis-à-vis du risque (Shimer, 2005). Dans cette situation, les chocs orientent les décisions des employeurs en matière de création d'emplois et fluctuations du chômage. Ce modèle théorique présente une volatilité du chômage trop faible face au choc global (Costain et Reiter, 2008). En effet, à l'équilibre, le salaire absorbe largement les chocs de productivité du travail. Par conséquent, ces chocs auront peu d'impact sur le niveau d'embauche et de chômage (Mortensen et Pissarides, 1994). Par ailleurs, le modèle de croissance classique suppose que le capital est détruit dans les guerres, mais pas dans les pandémies; les pandémies peuvent induire une relative rareté de la main-d'œuvre et/ou un passage à une épargne de précaution plus importante (Jordà et al. 2020). Une pandémie de grippe devrait entraîner: une baisse de la main-d'œuvre à différents degrés dans différents pays en raison d'une augmentation de la mortalité et des maladies; une augmentation du coût des affaires; un déplacement des préférences des consommateurs des secteurs exposés; et une réévaluation du risque pays à mesure que les investisseurs observent les réponses des gouvernements (McKibbin et Sidorenko, 2006). Toutefois, malgré la compression des effectifs, la covid-19 peut aussi favoriser le développement du télétravail.

III. Méthodologie

Dans le cadre de ce travail, nous analysons les effets de la covid-19 dans les pays de la CEMAC à partir des faits stylisés recueillies des projections, des estimations et des scénarii du Fonds Monétaire International (FMI, 2020). Les données qui ont permis ces analyses proviennent des statistiques des autorités nationales de la CEMAC et de la BEAC. Il revient à cet effet de procéder à une analyse descriptive fondée sur ces estimations.

© 2021 Global Journals

IV. Analyse des Effets de la Covid-19 sur les Économies de la Cemac

Avant d'analyser les effets proprement dits, nous jetons un regard sur les mécanismes par lesquels la covid-19 peut affecter les économies de la CEMAC.

a) Les canaux de transmission de la covid-19

L'analyse des effets économiques de la covid-19 sur les économies de la CEMAC peut se faire à l'aide de ses différents canaux de transmission. En effet, perçue comme un choc, la covid-19 peut affecter l'économie à travers une action sur les différentes composantes de la demande globale. En nous inspirant d'un modèle simple d'économie ouverte, trois canaux de transmission de la covid-19 peuvent être relevés à savoir le canal de la demande international et du prix des matières premières, le canal du financement international et le canal de l'offre et de la demande intérieure.

En matière de commerce international, les pays de la CEMAC sont fortement dépendants des pays actuellement touchés par la pandémie à savoir l'Europe et la Chine. Les exportations demeurent très peu diversifiées et sont constituées principalement de produits primaires. La baisse de la demande des principaux partenaires commerciaux et l'effondrement actuel des cours des matières premières impactent sur le volume et la valeur des exportations, l'équilibre du compte courant et des finances publiques.

Les pays de la CEMAC pour le financement de leur économie bénéficient des ressources extérieures de plusieurs sources. Il s'agit notamment des emprunts et des dons (partenaires bilatéraux et multilatéraux), des émissions de bonds, des investissements directs étrangers et autres financements directs et des transferts de migrants. A titre d'illustration, les dons et les emprunts extérieurs ont représentés en moyenne 15 % de l'ensemble des ressources budgétaires des Etats. Ainsi, le ralentissement observé actuellement dans les pays avec la montée du chômage, la baisse des revenus des populations, l'accroissement des charges financières et des partenaires bilatéraux réduisent le volume des financements extérieurs. Toutefois, des financements d'urgence comme ceux de la Banque Mondiale peuvent compenser éventuellement la baisse des ressources extérieures. L'effet sur les transferts des migrants est réel. La persistance actuelle de la crise affecte les capacités financières de la diaspora.

Les effets actuels de la crise touchent l'économie de la région en affectant l'offre de production locale. En effet, le tissu productif local dépend des inputs importés et les biens de production comme les machines-outils. Avec les frictions actuelles que connait la chaine de distribution internationale et l'arrêt de la production dans plusieurs pays, les entreprises locales dépendantes seront impactées ainsi l'offre locale manufacturière. De même, on assiste à une contraction de l'offre intérieure à la suite de l'effritement de la demande intérieure.

En effet, la perte du revenu des ménages du fait des licenciements et du confinement, la baisse des transferts des migrants et la réduction de la commande publique en lien avec la réduction des ressources de l'Etat conduit à une baisse de la demande ce qui a une conséquence sur les services et notamment la branche du transport, du tourisme etc…

b) Impacts de la covid-19 sur les économies de la CEMAC

i. *Impacts négatifs sur les recettes pétrolières*

L'expansion de la COVID-19 à l'échelle mondiale a suscité d'innombrables changements. Ces changements ont eu pour objectif de limiter à la mesure du possible le niveau de contamination de la pandémie. S'il est difficile d'évaluer avec certitude l'efficacité des mesures de confinement et des mesures barrières adoptées dans les différents pays tels que le soulignent les experts, il n'en demeure pas moins que ces mesures ont contribué à limiter la propagation de cette pandémie (OMS, 2020). Au regard des décisions prises pour contenir la pandémie, l'économie mondiale a été confrontée à un ralentissement des activités. Ce ralentissement est à l'origine d'arrêt d'activités dans certains secteurs, un ralentissement d'activités dans d'autres et enfin des dépôts de bilan par ailleurs. Les pays de l'Afrique subsaharienne en général et ceux de la CEMAC en particulier ont été confrontés à ce choc économique. Plusieurs canaux de transmission ont favorisé ce choc économique. Sans être exhaustif on peut citer, la chute des prix de pétrole et la chute des recettes touristiques. Au sujet de la chute des prix du pétrole, le ralentissement de l'activité économique mondiale a entrainé une baisse de la demande de pétrole, ce qui a eu pour effet la chute des prix du pétrole. Tel que le montre la figure 1 ci dessous, le prix du pétrole a atteint son plus bas niveau depuis plusieurs années.

Selon les estimations du PREF-CEMAC (2020), les pertes de recettes pétrolières devraient atteindre 992,5 milliards de FCFA. Par ailleurs, cette dégradation des prix du pétrole entrainerait une baisse de recettes budgétaires d'au moins 0.5% du PIB et une baisse des dépenses publiques à hauteur de 0.9% du PIB. D'autres pertes devraient être enregistrées. Notamment les pertes liées au tourisme. En effet, tous les pays du monde ont procédé à la fermeture de leurs fronctières. Cette décision a favorisé l'arrêt des transports aériens, la fermetures des hôtels et la réduction des échanges commerciaux. Ce qui nécessairement a eu un impact négatif sur les finances publiques. Car, ces pays devraient renoncer aux recettes liées aux taxes à l'hebergement, la restauration, et les activités de service.

© 2021 Global Journals

ii. *Impact négatif de la COVID-19 sur la croissance économique dans la CEMAC*

La COVID-19 a eu des effets drastiques sur l'économie réelle. De manière globale, les projections du FMI (2020) révèlent que les pays de la CEMAC en 2020 enregistreront un recéssion économique. En effet, le taux de croissance projetté pour 2020 se situe à -3.7% soit un niveau de recession comparé à l'année 2019 où les pays de la CEMAC ont enregistré un niveau de croissance positive de 2%. Cette performance économique négative est plus importante que celle enregistrée par les pays de l'Afrique Sub saharienne (ASS) en générale, qui se situe à -3.2%. De nombreux facteurs sont susceptibles d'expliquer cette recéssion. En effet, il s'agit de la réduction des activités liées à l'exploitation du pétrole et les activités non pétrolières. Selon les statistiques, les rendements des activités petrolières dans la CEMAC seront de 8% moins important que ce qui avait été envisagé avant la covid-19 du fait de la chute des prix. Cette chute a favorisé la contraction de la demande et la faible mobilisation des recettes pétrolières. Ce qui justifie le fait que la croissance économique soit plus impactée négativement dans les pays tels que le Congo et la Guinée Equatoriale qui affichent des structures économiques faiblement diversifiées. Les performances négatives qu'affichent la croissance petrolière soient -2.6% en 2020 contre 2 % en 2019 dans la CEMAC, confirment les effets négatifs de la COVID-19. S'agissant des composantes non pétrolières, il ressort que cette recéssion économique est tributaire à la réduction des recettes fiscales. En effet, les statistiques nous indiquent qu'avant la COVID-19, les projections des recettes fiscales étaient estimées à 17.5% du PIB. Les nouvelles projections quant à elles nous soulignent que les revenus fiscaux pourraient s'élever à 15.1% du PIB. Soit une réduction des recettes fiscales de 2.4% du pib. Cette perte fiscale est la résultante de la fermeture et l'arrêt des activités dans plusieurs secteurs de l'économie à l'instar du tourisme, du transport aérien et du commerce extérieur.

iii. *Impact négatif de la COVID-19 sur la dette extérieure*

L'expansion de la COVID-19, a entrainé un creusement de la dette publique dans la CEMAC en 2020, les projections du FMI indiquent que la dette publique s'élevera à 38.6% du PIB. Soit une augmentation de la dette de 6.8% du PIB. Cette augmentation de la dette publique est corrélée à une perte de 6 252 milliards FCFA du PIB dans la CEMAC tel que l'illustre la figure 3 ci-dessous. La tendance de la dette publique extérieure avant la Covid-19, oscillait autour de 31% du PIB. Cet accroissement de la dette publique trouve ses fondements d'une part dans la nécéssité des autorités publiques de prendre en charge les frais liés aux dépenses de santé. A ce sujet, l'observation des faits stylisés révèle que la structure des dépenses publiques a été modifiée. En effet, les autorités de la CEMAC ont opté à renoncer à certaines dépenses liées au fonctionnement pour priviligier les dépenses relatives à la prise en charge de la Covid-19. Cet accroissement de la dette extérieure est matérialisé, par les appuis financiers des organismes internationaux tels que le FMI à travers les facilités élargi de crédit rapide et la Banque Mondiale. Il faut noter que le recours des Etats de la CEMAC auprès de ces institutions s'est fait dans un contexte marqué par une forte baisse des prix du pétrole, des conflits civils dans certains pays, des flux de réfugiés et des sécheresses. La croissance économique étant au plus bas depuis 20 ans et les réserves de change régionaux ayant baissé rapidement et ne se trouvant plus qu'à deux mois d'importations.

iii. *Impact négatif de la COVID 19 sur le commerce extérieur*

Les mesures de confinement adoptées pour limiter la Covid-19 ont eu des effets négatifs sur le commerce extérieur. Dans la CEMAC, le niveau d'exportation enregistré est bien plus faible que celui de 2019. En effet, les projections du FMI indiquent qu'en 2020, le niveau d'exportation s'élèvera à 25.4% du PIB contre 34.3% en 2019 soit une réduction de 8.9% (Voire figure 4). Cette réduction des exportations a été principalement marquée dans le secteur pétrolier. En effet en 2020, les exportations pétrolières s'élèveront à 13.4% contre 20% en 2019. Ainsi, l'observation de ces statistiques nous renseigne que la baisse des recettes d'exportation de pétrole ne serait que partiellement compensée par une baisse des importations, à la suite d'une baisse de l'activité et de la demande intérieure. Le solde du compte financier resterait globalement stable, en partie grâce à l'émission précédente d'euro-obligations par le Gabon. Tout en supposant une augmentation significative des financements extérieurs exceptionnel, les réserves extérieures devraient enregistrer une légère augmentation en 2020, bien en deçà des projections et objectifs précédents d'environ 2,3 milliards d'euros à fin 2020. Néanmoins, compte tenu de la réduction projetée des importations de biens et services, la couverture des réserves des importations resterait à environ 3.5 mois des importations de l'année pour 2020. Ceci rejoint les travaux de Maliszewska et *al*. (2020), pour qui, la pandémie du covid-19 a augmenté les coûts du commerce international des importations et des exportations de 25%.

V. Recommandations de Politiques Économiques

Les impacts négatifs de la Covid-19 sur les économies des pays de la CEMAC, nécessitent la mise en œuvre des politiques économiques adéquates. La présente étude formule plusieurs recommandations:

© 2021 Global Journals

- Notre étude préconise le desserrement de la politique monétaire dans la CEMAC. En effet, les statistiques nous indiquent une contraction de crédits. La monnaie au sens large est projetée à 2.7% en glissement annuel en 2020 contre 5.9% en 2019. Un desserrement de la politique monétaire tel que la baisse observée du taux directeur de la BEAC qui est passé de 3.5% à 3.25%. En effet, il ressort une contraction du crédit au secteur privé. Le crédit au secteur privé pour 2020 est estime à 6972 milliards FCFA en 2020 contre 6988 milliards FCFA en 2019 ;
- La mise en place des réformes fiscales incitatives. En effet, à la suite des difficultés rencontrées par les entreprises, notre étude suggère que les autorités nationales de la CEMAC instaurent des dépenses fiscales pour des périodes limitées aux secteurs d'activités les plus touchés par la pandémie. Il s'agit par exemple, du tourisme, du transport aérien, de l'hébergement, de la restauration et du secteur pétrolier;
- L'étude suggère la subvention des coûts d'internet par les Etats qui pourrait faciliter le maintien de l'emploi à travers le e-commerce ou encore le télétravail. Par ailleurs, la disponibilité des services numériques permet de renforcer l'efficacité des mesures budgétaires en permettant de développer la déclaration et le paiements des impôts en ligne ;
- Nous suggérons le recours aux stabilisateurs automatiques bénéfique pour les économies de la CEMAC. En effet, les pays de la CEMAC sont caractérisées par une forte présence du secteur informel. Par le fait de la covid-19, la baisse des recettes fiscales qui en découle ne sera pas compensée par une diminution des dépenses. Cette mesure peut donc permettre de stimuler l'économie;
- Notre étude suggère le soutien aux ménages et aux entreprises à travers notamment l'augmentation des allocations familiales afin de leur permettre de moins ressentir les flambées inflationnistes qui peuvent survenir du fait de la pandémie du côté des ménages, des exonérations fiscales et douanières sur les produits de santé du côté des entreprises;
- Les pays de la CEMAC sont majoritairement[5] exportateurs de pétrole. Ils devront, de ce fait, affronter un choc plus long. Il serait dans ce sens judicieux de mettre en place un soutien budgétaire discrétionnaire. Il peut s'agir concrètement d'un soutien aux entreprises dont les activités sont orientées principalement vers l'exportation non seulement du pétrole, mais aussi d'autres matières premières.

[5] En dehors de la République Centrafricaine

Bibliographie

1. Baldwin, R., & Tomiura, E. (2020).Thinking ahead about the trade impact of COVID-19. *Economics in the Time of COVID-19*, *59*.
2. Barro, R. J., Ursúa, J. F., & Weng, J. (2020). *The coronavirus and the great influenza pandemic: Lessons from the "spanish flu" for the coronavirus's potential effects on mortality and economic activity*. National Bureau of Economic Research.
3. Bizoza, A., & Sibomana, S. (2020). Indicative Socio-Economic Impacts of the Novel Coronavirus (Covid-19) Outbreak in Eastern Africa : Case of Rwanda. *Available at SSRN 3586622*.
4. Bloom David, E., Daniel, C., & Sevilla, J. P. (2018). Epidemics and economics: New and resurgent infectious diseases can have far-reaching economic repercussions. *Finance and Development*, *55*(2), 46–49.
5. Correia, S., Luck, S., & Verner, E. (2020). Fight the Pandemic, Save the Economy: Lessons from the 1918 Flu. *Federal Reserve Bank of New York, Liberty Street Economics (March 27). https://libertystreeteconomics.newyorkfed.org/2020/03/fight-thepandemic-save-the-economy-lessons-from-the-1918flu.Html*.
6. Costain, J. S., & Reiter, M. (2008). Business cycles, unemployment insurance, and the calibration of matching models. *Journal of Economic Dynamics and control*, *32*(4), 1120–1155.
7. Eichengreen, B. (2020). Coronanomics 101: Which policy tools will contain the economic threat of COVID-19. *World Economic Forum. Accessed*, *15*.
8. FMI (2020). COVID-19: une menace sans précédent pour le développement. Rapport Perspectives Economiques Régionales, Afrique Sub-saharienne.
9. Forbes, K. J., & Rigobon, R. (2002). No contagion, only interdependence: Measuring stock market comovements. *The journal of Finance*, *57*, 5, 2223–2261.
10. IMF (2020), World Economic Outlook, June.
11. Jordà, Ò., Singh, S. R., & Taylor, A. M. (2020). *Longer-run economic consequences of pandemics*. National Bureau of Economic Research.
12. Kaminsky, G. L., & Reinhart, C. M. (1999). The twin crises : The causes of banking and balance-of-payments problems. *American economic review*, *89*(3), 473–500. Lagoarde-Segot, T., & Leoni, P. L. (2013). Pandemics of the poor and banking stability. *Journal of Banking & Finance*, *37*, 11, 4574–4583.
13. Leoni, P. L. (2013). HIV/AIDS and banking stability in developing countries. *Bulletin of Economic Research*, *65*, 3, 225–237.
14. Maliszewska, M., Mattoo, A., & Van Der Mensbrugghe, D. (2020). *The potential impact of COVID-19 on GDP and trade : A preliminary assessment*. The World Bank. Mankiw, N. G. (2013). *Macroeconomics. Eight Edition*. Worth Publishers.

© 2021 Global Journals

Masson, P. (1999). Contagion : Macroeconomic models with multiple equilibria. *Journal of International Money and Finance*, *18*, 4, 587–602.
15. McKibbin, W. J., & Fernando, R. (2020). *The global macroeconomic impacts of COVID-19 : Seven scenarios*.
16. McKibbin, W. J., & Sidorenko, A. (2006). *Global macroeconomic consequences of pandemic influenza*. Lowy Institute for International Policy Sydney, Australia.
17. Mondiale, B. (2020). Evaluation de l'impact économique du COVID-19 et des réponses politiques en Afrique subsaharienne. *Africa'se Pulse*, *21*.
18. Mortensen, D. T., & Pissarides, C. A. (1994). Job creation and job destruction in the theory of unemployment. *The review of economic studies*, *61*, 3, 397–415.
19. OECD (2020) Coronavirus: The World Economy at risk. OECD interim economic assessment, 1-18. http://www.oecd.org/berlin/publikationen/Interim-Economic-Assessment-2- March-2020.pdf
20. OMS (2020). https://www.who.int/fr/emergencies/diseases/novel-coronavirus-2019
21. Peckham, R. (2013). Economies of contagion: financial crisis and pandemic. *Economy and society, 42*, 2, 226-248.
22. Petro, G. (2020). The Coronavirus Tsunami : What's To Come For US Retail. *Forbes. Accessed*, *26*.
23. Programme des Réformes Economiques et Financières de la CEMAC (PREF-CEMAC). (2020).
24. Shimer, R. (2005). The cyclical behavior of equilibrium unemployment and vacancies. *American Economic Review*, *95*, 1, 25–49.
25. Skoufias, E. (2003). Economic crisis and natural disasters: Coping stratégies and policy implications. *World Development*, *31*, 7, 1087-1102.
26. UNCTAD (2020) "Global trade impact of the coronavirus (Covid-19) epidemic", 4 March
27. WHO (2021), WHO Coronavirus Disease (COVID-19) Dashboard available on https://covid19.who.int/ (access 21/01/2021)
28. Worldometer (202) available on https://www.worldometers.info/coronavirus/ (access 21/01/2021)

© 2021 Global Journals